

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Liban Géopolitique et stratégie

N° 161 du 10.07.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal du Liban" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Dossier

1-1 La situation politique et socio-économique au Liban et dans le monde arabe.

1-2 Sayed Nasrallah : Le recours israélien à la CIA est signe d'impuissance.

2 Annexe

2-1 [William Blum](#) : [Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes](#)

2-2 Chronologie du Liban (1943-2011)

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 La situation politique et socio-économique au Liban et dans le monde arabe

BULLETIN MENSUEL (17)

Le bulletin suivant présentera, dans sa première partie, une analyse rapide des changements survenus dans le monde arabe, à commencer par les révolutions tunisienne et égyptienne. Il parle des développements, très dangereux, de la situation en Lybie et le possible aboutissement de cette situation à la lumière des crimes commis par Kadhafi et de l'immixtion des Etats-Unis et de certains pays européens (ainsi que de l'OTAN). Il évoque aussi le départ de l'opération impérialiste au Soudan et dont le but est l'émiettement de ce pays.

La seconde partie du bulletin parle de la situation politique et économique au Liban ; elle dresse, surtout, un bilan exhaustif et analytique des conditions économiques et sociales qui avaient prévalu durant l'année 2010, sans oublier le programme de lutte du PCL dans les différents domaines de la vie.

I. Les développements dans le monde arabe

Le monde arabe vit, aujourd'hui, un soulèvement révolutionnaire exceptionnel, tant par son extension que par la profondeur des revendications. Ce soulèvement ne s'exprime pas seulement au sein de la classe ouvrière arabe

mais aussi chez une grande partie de la petite et moyenne bourgeoisie. C'est que la situation difficile dans la quelle se trouve cette petite et moyenne bourgeoisie, à cause des politiques néolibérales outrancières appliquées généralement à partir des années quatre-vingt-dix du siècle dernier, s'est envenimée de plus en plus à partir de 2008, tant à cause de la crise générale du capitalisme, et ses répercussions sur les économies arabes, que par le fait de l'économie rentière et inféodée au capitalisme mondial.

L'aggravation des problèmes socio-économiques s'était traduite, ces tris dernières années, par la hausse notoire des taux du chômage et de l'émigration parmi les jeunes et les femmes, la fermeture des sociétés et des usines, en plus des milliers de mouvements sociaux et de grèves qui, souvent, étaient réprimés sauvagement... Sans oublier l'absence des libertés générales, le refus de légaliser les partis politiques, la censure et la tenue en laisse des syndicats ouvriers.

Tout cela, exacerbé par l'occupation directe de plus d'un pays arabe, par l'aide que les Etats-Unis et les troupes de l'OTAN procurent à Israël dans sa politique d'agression contre le peuple palestinien et le peuple libanais (à commencer par la guerre de 2006 et les blocus de la région de Gaza) et, surtout, par la participation des régimes arabes à ces faits militaires, a créé l'atmosphère propice aux soulèvements qui, partant de Tunisie, ont vite gagné tous les pays arabes.

1-Les deux révolutions en Egypte et en Tunisie et les autres soulèvements

La période actuelle rappelle celle qui fit suite dans le monde arabe à la *Nakba* de la Palestine. Les peuples s'étaient alors soulevés pour mettre fin à des régimes caractérisés par leur obédience aux colonialismes français et britannique. Cependant, il est nécessaire de voir les différences qui existent entre les révoltes (et les coups d'Etats) des années cinquante et soixante du XXème siècle et celles d'aujourd'hui : les nouveaux soulèvements ont un très large caractère de masse ; on y remarque le rôle joué par le mouvement syndical ouvrier et le mouvement féminin en plus de celui, de premier plan, échu aux jeunes (qui ont su profiter de la révolution dans les télécommunications) dans le regroupement des mouvements de protestations et la précision de leurs slogans. De plus, il est nécessaire d'attirer l'attention sur l'extension du mouvement nouveau à la région du Golfe arabe que l'impérialisme a toujours tenté de garder « sous contrôle » à cause de son importance stratégique et économique. Cette extension est la preuve que le mouvement de libération des peuples arabes a pris son essor, compte non tenu de certaines « analyses » qui tentent de lui imposer des caractères confessionnels ou ethniques ; et ce mouvement ne pourrait qu'aboutir à la victoire, mettant en échec l'offensive menée par les forces de la contre révolution appuyées par les Etats-Unis ainsi que les projets impérialistes-sionistes prévus pour la région, dont, en premier lieu, celui du « Nouveau Moyen Orient ». Rappelons rapidement que ce projet se base sur la liquidation de l'identité arabe pour la remplacer par une autre basée sur les divisions religieuses et confessionnelles qui n'a d'autre but que celui de morceler le monde arabe en y créant « deux croissants », l'un sunnite et l'autre chiite ; ce qui confirmerait la nécessité d'aller de l'avant dans la mise en exécution du projet intitulé « Israël : Etat des juifs dans le monde ». De plus, un tel projet permettrait aussi à Israël de recouvrer le rôle pour lequel il fut créé, à savoir celui de base avancée de l'impérialisme au cœur du monde arabe, ce qui permettrait à cet impérialisme de continuer à mettre la main sur les sources d'énergie et de contrôler la plus grande réserve mondiale de pétrole et de gaz qui assure aux grandes sociétés, étasuniennes surtout, des rentrées et des bénéfices colossales. D'ailleurs, le nouveau rôle joué actuellement par Israël en Irak (et plus précisément dans la région kurde) ainsi qu'au sud du Soudan et dans les pays du Maghreb constitue une preuve irréfutable que le projet a pris un nouvel élan.

A partir de cette analyse, les nouveaux soulèvements, dont les deux révolutions en Tunisie et en Egypte, font face à une opposition féroce, tant de la part des forces réactionnaires toujours représentées dans certaines instances du pouvoir, que de la part des Etats-Unis et de ses alliés européens. Le recouvrement du pouvoir par la contre révolution constitue une affaire de vie ou de mort, vu le caractère de classe de ces révolutions. En effet, et contrairement aux soulèvements qui avaient eu lieu durant les dernières décennies du XXème siècle (dont la « Révolte du pain » en Egypte en 1977), ce qui a abouti à la victoire de la première étape de la révolution, tant en Tunisie qu'en Egypte, vient du fait de son caractère de classe, malgré toutes les tentatives de la part des anciens régimes et de l'administration étasunienne pour l'étrangler.

C'est que les deux révolutions constituent l'aboutissement de milliers de mouvements de masse dans lesquels le facteur politique (revendications concernant les libertés démocratiques et la participation aux décisions politiques) se mêle au facteur économique (le droit au travail, en particulier). De plus, elles se sont appuyées, en Tunisie surtout, sur des partis politiques qui ont mené des luttes pour le changement en partenariat avec la classe ouvrière et sur la base de programmes politiques bien clairs qui appelaient à faire face aux politiques intérieures de gouvernements corrompus liés au « nouveau » régime mondial dirigé par les Etats-Unis. N'oublions pas, non plus, l'impact de l'*Intifada* du peuple palestinien en Cisjordanie et à Gaza, ni celui de la Résistance nationale libanaise, surtout après l'été 2006, sur la remontée du militantisme des jeunes Arabes et des peuples arabes en général.

Il est aussi nécessaire d'ajouter que le slogan « Le peuple veut faire tomber le régime », devenu le slogan que tous les peuples arabes brandissent sur toutes les places des grandes villes, a fixé la nature révolutionnaire des deux soulèvements en Egypte et en Tunisie qui continuent à s'y appuyer, soit à travers le refus des demi-mesures proposées, représentés par les tentatives visant à faire subir à la constitution des amendements partiels ou celles voulant supprimer des clauses importantes du programme rédigé par les représentants des masses ou, encore, des « compromis » avec certaines forces dites « de gauche » ou des islamistes. A cela s'ajoutent l'imposition de la priorité de la loi sur la légalité des partis politiques, qui avaient vécu dans la clandestinité, et la constitution de

fronts politiques sur des programmes visant à lier le changement intérieur à l'affrontement avec les projets impérialistes, étasuniens en particulier, dans la région. Dans ce sens, il est nécessaire de saluer le « Front du 14 janvier » en Tunisie, les comités révolutionnaires en Egypte pour leur position face à l'immixtion d'Hilary Clinton et de son conseiller pour les affaires du Moyen Orient Jeffrey Feltmann dans les affaires de leur pays. Enfin, il est nécessaire de dire que ces deux révolutions ont fait tomber le mur de la peur chez les masses arabes et les ont poussées à aller de l'avant sur la voie du changement quelle que soit la répression subie.

2-Les contre révolutions et les réactions suspicieuses

Si les forces de la révolution arabe poursuivraient leur objectif vers le changement, ces facteurs aboutiraient sans doute à des changements importants dans chaque pays arabe mais aussi sur le plan arabe, en général.

Cependant, il est nécessaire d'attirer l'attention sur le fait que les pays capitalistes, et à leur tête les Etats-Unis, qui furent pris de court il y a quelques mois, ont commencé une contre offensive dans plusieurs pays arabes, y compris la Tunisie et l'Egypte. Se basant sur certaines composantes des régimes dictatoriaux (telle l'armée et aussi les forces de police), ils poussent des forces locales à recréer les anciens régimes déchus, après avoir éloigné Zein Al Abdîn Ben Ali et Hosni Moubarak.

Cette contre-offensive est bien claire dans les faits suivants :

-Le retour des symboles et des organisations des partis politiques qui avaient, jusqu'à quelques mois, été le bras droit des deux régimes précités, tout en tentant de faire table rase de leur rôle dans la répression subie par les masses et dans les massacres perpétrés durant les premiers temps des soulèvements.

-La tentative de se rétracter sur les promesses de changements, comme c'est le cas en Egypte, ou le retour à une certaine répression des manifestations populaires en Tunisie.

-L'encouragement des forces islamistes à coopérer avec les nouvelles figures politiques.

Quant à ce qui se passe en Libye, l'Alliance impérialiste utilise les crimes commis par le régime dictatorial de Kadhafi pour mettre la main sur les richesses pétrolières du pays... bien que Kadhafi ait déjà accordé à certains dirigeants internationaux –européens en particulier- des aides financières consistantes, sous la forme de dons ou d'accords sur des ventes d'armes, mais surtout sous forme de concessions pétrolières. De plus, le régime mondial (ONU) s'est une fois de plus servi de la Ligue arabe, comme durant la guerre contre l'Irak, pour prendre la décision de commettre sa nouvelle agression contre la Libye ; cette agression qui s'est soldée jusqu'à maintenant par des bombardements tuant et blessant des milliers de civils et transformant la révolution du peuple libyen en une guerre civile que personne ne peut prévoir quand se terminera-t-elle. Même remarque en ce qui concerne le Golfe arabe où les forces dites « Bouclier d'Al Jazira » s'attaquent au peuple bahreïni ; au même moment, Ali Abdallah Saleh reçoit une aide militaire et politique importante afin de perpétrer ses crimes contre les manifestants à Sanaa et dans les autres villes du Yémen.

Et, si nous ajoutons à ce qui précède le départ de l'opération visant à fragmenter le Soudan, en plus des dangers d'une guerre entre le Sud et le Nord de ce pays, si nous ajoutons aussi les massacres continus en Irak, pays divisé sur lui-même, et l'explosion de la violence en Syrie, nous pourrions dire que l'impérialisme étasunien, et avec lui toutes les forces de l'Alliance capitaliste, tente de remettre en marche, à l'aide des forces de la contre-révolution, son projet « Le nouveau Moyen Orient » qui vise à l'implosion du monde arabe en mini-Etats antagonistes.

Il nous reste à mettre l'accent sur les tentatives visant à mettre fin rapidement au conflit arabo-israélien. En effet, et en plus des agressions continues contre Gaza, Israël, appuyée par Washington et l'Union européenne, tente de mettre en marche le projet de Benjamin Netanyahu déjà décrit dans le précédent bulletin et dont les deux grandes lignes sont l'ajournement de la proclamation de l'Etat palestinien ou le faire mais dans des frontières indéterminées ; en même temps, le gouvernement israélien continue à « judaïser » Al Qods, à mettre la main sur de nouvelles terres palestiniennes et à construire des milliers de foyers israéliens dans les territoires arabes au son d'un « transfert » nouveau qui pourrait chasser des dizaines de milliers de Palestiniens des territoires de 1948. Le but final : imposer Israël en tant qu'Etat des juifs dans le monde.

Reste à noter, enfin, deux points essentiels. Le premier concerne le rôle joué par la Turquie, sous l'égide de son premier ministre, dans le soutien de certains régimes arabes, à partir de directives bien connues et exprimées dans le livre du ministre des affaires étrangères turc Daoud Oglo. Quant au second, il concerne les agissements de certains partis politiques islamistes que nous avons déjà évoqués. Cependant, il reste à dire que ces partis, dans leur aspirations à occuper des places au soleil du pouvoir, tant en Tunisie qu'en Egypte, se sont laissés tenter par les avances de Washington qui croit pouvoir à travers leur participation stopper l'avance des partis de gauche et asseoir de nouveaux régimes qui lui soient inféodés. Une telle politique ne manque pas de rappeler les années quatre-vingts du XXème siècle en Afghanistan et dans d'autres pays moyen orientaux.

II. Les développements de la situation au Liban

Tous ces développements, tant positifs que négatifs, ont influencé la situation intérieure du Liban qui, depuis l'agression israélienne de 2006, vit une crise existentielle.

L'étape actuelle de la crise s'exprime par la recrudescence du confessionnalisme et son extension à tel point qu'il n'est pas faux de dire que les Libanais vivent aujourd'hui une guerre civile continue, même si l'escalade n'a pas atteint le stade de déflagration militaire comme durant les précédents conflits.

Et, si l'on s'arrête sur les seuls faits extérieurs, on voit clairement que les divisions intestines ont abouti à une impuissance complète de la part du régime politique libanais à gérer tant les contradictions anciennes, concernant

les armes détenus par le Hezbollah, que celles nées du Tribunal spécial pour le Liban (TSL) ; la situation s'est, d'ailleurs, envenimée à cause des scandales dus au site Internet « Wikileaks » qui continue à publier des documents et des messages confirmant le rôle des Etats-Unis (et de leur ex ambassadeur Jeffrey Feltmann) dans l'agression israélienne de 2006 et aussi dans les tentatives visant à mener le gouvernement libanais présidé par Saad Hariri dans un sens contraire aux intérêts nationaux libanais ;

1- La situation politique

Nous avons précisé que le Liban vit une crise de régime. Cette crise vient du fait que le système confessionnel est dans l'impasse depuis les élections législatives de 2009. Une première crise avait laissé le pays pendant plus de 5 mois sans gouvernement et l'accord dit syro-saoudien ne fut en fait qu'une trêve vite terminée. Aujourd'hui, la crise recommence ; le nouveau Premier ministre Najib Mikati patauge depuis plus de deux mois et avec lui la nouvelle majorité (formée par les groupes politiques du Hezbollah, le « Rassemblement du changement et de la réforme » de Michel Aoun, le mouvement « Amal » de Nabih Berri et le « Parti socialiste progressiste » de Walid Joumblatt). Certains pensent que cette situation de crise ministérielle vient du fait que les Etats-Unis ainsi que la Syrie ne sont pas pressés de voir naître un nouveau gouvernement libanais avant de voir comment tourneront les *Intifadas* qui couvrent le monde arabe.

D'un autre côté, disons que l'Accord de Taëf vit aussi une crise existentielle depuis l'Accord de Doha (2008) qui lui fut mortel, puisqu'il avait entériné « la démocratie consensuelle » et le « tiers de blocage » accordé à la minorité ; ce qui voulait dire que rien ne pouvait se passer sans un consensus entre tous les représentants des confessions et que, par suite, la vie politique peut être paralysée pour longtemps et, avec elle, toutes les instances du pouvoir. Prenons l'exemple du gouvernement sortant : ce gouvernement a explosé du fait de l'antagonisme né entre les deux factions de la bourgeoisie au pouvoir (le groupes du 14 mars, dirigé par Hariri, et le groupe du 8 mars, dirigé par le Hezbollah) à propos du TSL et des résultats de l'enquête préliminaire accusant des éléments du Hezbollah d'avoir participé au meurtre de l'ex Premier ministre Rafic Hariri, mais aussi à cause des armes du Hezbollah et, par extension, du conflit libano-israélien. Cela nous amène à dire que tout gouvernement peut exploser puisque les représentants de chaque confession a le droit de veto sur toute décision allant à l'encontre de leur intérêts et privilèges.

Cette situation, qui ne manquera pas d'enterrer prochainement l'Accord de Taëf basé sur la suppression de principe du confessionnalisme politique (laquelle fut ajournée depuis 2000 pour des raisons jamais formulées), a permis de nouveau à certaines forces politiques de la droite « chrétienne » de mener campagne pour la création d'un Etat fédéral au Liban tandis que d'autres forces, musulmanes, demandaient que l'on prenne en considération les changements démographiques dans la constitution du pouvoir.

2- Le peuple veut changer le régime

Une telle impasse ne pouvait qu'engendrer de crises et de la violence. D'où les cris d'alarmes concernant une possible sédition confessionnelle prochaine. Ces cris sont fondés sur des faits réels dont le conflit sunnite-chiite, qui est revenu à la surface un peu partout dans le monde arabe, mais aussi les préparatifs guerriers du gouvernement israélien qui ne peut se venger de la défaite de 2006 qu'à travers une nouvelle guerre confessionnelle. Sans oublier les Etats-Unis qui pensent qu'une sédition au Liban et en Syrie permettrait d'affaiblir le rôle de l'Iran dans la région, tout en aidant les sociétés pétrolières étasuniennes de rafler la concession des nouveaux champs de pétrole et de gaz découverts en Méditerranée orientale dans les eaux territoriales libanaises et palestiniennes.

Partant de cette analyse, le Parti Communiste libanais a mis au point un nouveau programme de lutte qui tient en considération l'importance de l'augmentation du rôle de la gauche arabe dans le conflit généralisé avec Israël, d'une part, et, d'autre part, la priorité de la lutte intérieure contre le régime politique confessionnel pour aboutir au changement démocratique du régime à travers la création d'un mouvement populaire et de jeunes brandissant le mot d'ordre de la réforme sous tous ses aspects (politique, social, économique), en particulier :

-La lutte pour une loi électorale démocratique basée sur la proportionnelle hors de quotas confessionnels. Le projet appelle aussi à la circonscription unique, au quota féminin temporaire (30%) et au droit de vote à 18 ans ; ce qui permettra, en même temps, aux femmes et aux jeunes de participer aux instances de décision.

-La lutte pour des statuts personnels civils transformant, enfin, les Libanais en citoyens à part entière, vivant l'égalité des droits.

-La lutte pour changer tous les textes de la Constitution allant à l'encontre des deux précédentes revendications. Ces titres furent le point de départ de la campagne populaire qui avait débuté le 28 février passé sous le slogan « A bas le régime confessionnel ». Cette campagne a déjà à son actif un grand nombre d'actions de masse, dont quatre grandes manifestations ayant regroupé des dizaines de milliers de Libanaises et Libanais à Beyrouth, auxquelles on ajoute des sit-in et des manifestations dans toutes les grandes villes du pays, depuis Halba (au Akkar) et Tripoli au Liban nord et jusqu'à Saïda, Tyr et Nabatiyeh au Sud, en passant par Amchit et Byblos au Mont-Liban. Dans tous ces mouvements on voyait des travailleuses et des travailleurs, mais aussi des intellectuels et, surtout, des jeunes qui veulent créer un nouveau Liban avec un régime démocratique et laïque qui pourra mettre fin à une situation de crises et de guerres civiles continues.

3- La situation économique et sociale (à travers les indices de 2010)

Ce qui est dit à propos de la politique est valable aussi pour l'économie. En effet, la situation socio-économique, déjà en crise très grave à cause des politiques économiques appliquées par la bourgeoisie libanaise depuis les

années quatre-vingt-dix du siècle passé, empire du fait de la nouvelle étape de la crise capitaliste internationale et aussi des répercussions des développements politiques et économiques dans le monde arabe et en Afrique.

- Cette crise économique a des répercussions très sévères sur la situation financière et monétaire du pays qui plie sous une dette de 60 milliards de dollars (avec une augmentation de plus de six milliards pour la seule année passée).

A cela s'ajoute le rôle très pressant du système monopoliste du marché financier et, surtout, du rôle déterminant des banques dans la vie politique et économique du pays ; en effet, les taux d'intérêts sont décidés par les seules banques à cause de l'importance de la dette publique, dont la moitié est en livres libanaises...

- La crise se traduit aussi par la situation très critique des secteurs productifs. En effet, l'industrie et l'agriculture subissent une concurrence outrancière de la part des produits importés, y compris des pays arabes, Cette concurrence est facilitée par la suppression des taxes douanières qui restaient en application à la suite de celles faites en 2000. L'absence de protection des secteurs économiques productifs a abouti à une régression très importante, en plus de celle due aux projets de « complémentarité quadripartite » entre le Liban, la Syrie, la Jordanie et la Turquie jugée très dangereuse dans l'état actuel des faits puisqu'elle pourrait aboutir à la disparition de certaines industries essentielles (dont, en particulier, la confection et les industries basées sur l'agriculture) et à une menace certaine de la production agricole.

- En ce qui concerne l'infrastructure et, surtout, l'investissement dans les différents services de base qui sont nécessaires à la compétitivité, rien ne fut fait ; et le Liban est considéré aujourd'hui comme le plus sous-développé parmi les pays arabes en ce qui concerne les communications, l'électricité et l'eau, surtout l'électricité très nécessaire dans la baisse du coût des produits industrialisés.

-On note l'absence de toute planification de la part de l'Etat visant à diriger l'opération de développement. De plus, l'absence de tout investissement dans le secteur public a abouti à vider la fonction publique de plus des deux-tiers de ses effectifs, surtout dans les échelons moyens et supérieurs.

- Selon le FMI, la véritable valeur de la livre libanaise a baissé de 100% en 10 ans. Ce qui a laissé des séquelles très graves tant sur le plan du coût de la production que sur celui des investissements locaux ou extérieurs.

-Sur le plan des télécommunications, en général, et du téléphone cellulaire en particulier, notons que la négligence est toujours de mise ; la raison : privatiser ce dernier secteur à bas prix, malgré qu'il procure annuellement, et dans son état actuel, plus d'un milliard de dollars aux caisses de l'Etat.

De plus, on parle de privatiser l'Electricité du Liban (EDL), ce qui ne manquera pas de mettre un nouveau poids autour du cou des pauvres et de mettre à la porte quelques 3800 employés.

- Le chiffre d'affaire du secteur immobilier s'est élevé, durant l'année passée, à 6 milliards de dollars, selon le ministère des finances. Cependant, ce chiffre n'exprime pas l'injustice qui frappe les citoyens moyens qui ne peuvent plus trouver un logement, surtout à Beyrouth puisque le prix moyen du mètre carré est de 4258 dollars. Le rapport du « Global Property Guide » pour l'an 2010 mentionne que sur 92 marchés mondiaux Beyrouth détient la 33^{ème} place. Le même rapport mentionne aussi que le prix moyen d'un appartement à Beyrouth a sauté de 60 mille dollars en 2004 à 510 mille dollars en 2010.

-Quant au problème de la corruption, le Liban détient la 27^{ème} place sur les 178 pays englobés dans l'indice de l'Organisation internationale de la transparence en 2010 ; il détient la 12^{ème} place sur le plan arabe après le régime égyptien (10^{ème}) et le régime tunisien, tous deux renversés par le peuple. Le rapport précité déclare que le gouvernement libanais n'a pris aucune mesure pour en finir avec la corruption et que ce problème vient du fait de la faiblesse des organismes de lutte.

- Il faut noter aussi la montée vertigineuse du déficit dans la balance commerciale : il a doublé durant les 5 dernières années, passant de 7116 millions de dollars en 2006 à 13711 millions de dollars en 2010. Cela montre la hausse des importations (22%) par rapport aux exportations (11%) et que le Liban ne peut se suffire à soi-même, parce que le régime libanais ne va nullement dans le sens d'améliorer, quantitativement et qualitativement, les secteurs productifs et qu'il n'a pas la possibilité de conquérir de nouveaux marchés.

-Enfin, en ce qui concerne la cherté de la vie et la pauvreté, il suffit de rappeler une partie du contenu du rapport « La situation et les prévisions économiques dans le monde en 2011 » publié par les Nations Unies au début de l'année en cours. Ce rapport prévoit que le taux de croissance n'atteindra pas les 5,6% en 2011 et baissera, en 2012, de 0,2%. Il faut dire que ces pourcentages sont très optimistes puisque le rapport fut préparé avant la nouvelle crise gouvernementale. D'ailleurs, la banque étasunienne « JP Morgan Chase » prévoit que ce taux ira reculant jusqu'à 4% seulement.

Une telle situation aura de graves répercussions sur le taux du chômage déclaré qui avait enregistré plus de vingt pour cent (16 selon l'ONU), en plus du chômage camouflé, notamment parmi les jeunes et les couches les plus pauvres de la population. Ajoutons que l'indice de cherté de la vie avait enregistré 12% l'année passée.

Quant aux prestations sociales, le dernier des scandales du pouvoir dans ce domaine est le refus d'enregistrer 32 mille fonctionnaires du secteur public à la Caisse nationale de la sécurité sociale ; de plus, rien n'est fait pour obliger le secteur privé à enregistrer tous les travailleurs (on pense que la moitié des effectifs ne sont pas enregistrés).

Et, si le mouvement syndical n'agit pas correctement, c'est parce que le gouvernement poursuit sa politique de mainmise sur un grand nombre de syndicats affiliés à la CGTL qui fut divisée selon les mêmes quotas confessionnels que ceux appliqués dans les instances du pouvoir.

3-Les réformes nécessaires

Le PCL trouve que la corruption qui sévit dans l'administration et l'Etat est telle qu'elle empêche tout développement et toute possibilité de bien-être. D'où la nécessité d'un programme à court terme qui peut se résumer dans un projet de modernisation de l'Etat auquel participeront toutes les instances populaires. Ce programme, en plus des clauses politiques déjà évoqués, doit contenir les points suivants :

- La mise au point et la réalisation d'un projet de développement régional équilibré, ce qui aidera à créer de nouveaux emplois et, par suite, à lutter contre la pauvreté. Ce projet doit prévoir l'appui aux secteurs productifs afin de changer la nature de l'économie libanaise, en particulier l'industrie et l'agriculture dont le taux ne dépasse pas 5 et 7 pour cent du PIB.
- L'organisation d'une large campagne syndicale et populaire concernant l'amélioration de la Sécurité sociale, en particulier les branches de la maladie et de la sécurité de vieillesse.
- La restructuration du mouvement syndical dans le sens de le moderniser et de supprimer les quotas confessionnels qui l'empêchent d'évoluer.
- La restructuration de la dette publique dans le sens de la baisse des intérêts et des termes, en plus de la baisse de la partie de la dette basée sur les intérêts composés.
- La réforme du système des impôts sur la base de l'impôt ascendant et de l'impôt sur les bénéficiaires au lieu des taxes et des impôts indirects.
- La recherche d'une solution définitive aux problèmes de l'énergie électrique.
- La recherche d'une solution radicale au problème de l'eau.
- Le renforcement du rôle de la Cour des comptes et des organismes de suivi.

L'Accord de Taëf a consacré dans certains articles de la Constitution le régime confessionnel déjà existant en en faisant une institution dans tout le sens du terme. C'est pourquoi il est nécessaire d'œuvrer dans le sens de redonner un élan à la conscience collective ; et, ce, afin de pouvoir détruire un tel système avant qu'il n'arrive à détruire notre pays. Le mouvement populaire, qui fut lancé il y a deux mois (février 2011), nous donne de l'espoir que bientôt le changement démocratique triomphera des embûches et des complots des émirs des confessions et des corrompus.

Le peuple est patient mais il n'est pas négligeant.

12 avril

Le Comité des relations internationales Du Parti Communiste libanais

1-2 Sayed Nasrallah : Le recours israélien à la CIA est signe d'impuissance.

Le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a confirmé la présence d'agents parmi ses rangs, se félicitant de la grande victoire réalisée par le Hezbollah sur le plus grand service de renseignement du monde, celui de la CIA. Il a toutefois contesté l'exagération médiatique au sujet du nombre et de la fonction de ces agents démasqués au sein de la résistance.

Dans un discours télévisé, transmis par la chaîne AlManar, le numéro un du Hezbollah a précisé que ces agents étaient au nombre de trois seulement, et que deux d'entre eux travaillaient avec la CIA, tandis que les liens du troisième sont en cours d'être précisés pour voir s'il s'agit de service de renseignements européen, américain ou israélien.

Selon lui, le recours israélien aux services de renseignements américain ou européen pour obtenir des informations sur le Hezbollah est signe d'impuissance de cet ennemi car il ne peut à lui seul affronter le Hezbollah sur ce terrain. « C'est le signe aussi que l'ambassade américaine au Liban est un nid d'espionnage pour lui », a-t-il observé. Et d'ajouter : « ce qui nous incombe d'agir d'une façon différente ».

Le commandant au Liban a également commenté les récentes manœuvres militaires israéliennes baptisées Tournant 5, estimant qu'elles constituent bel et bien un tournant stratégique israélien survenu après sa défaite cuisante durant la guerre 2006. « Jamais avant cette guerre, l'ennemi ne s'est adonné à des manœuvres régulières », a-t-il signalé, constatant de surcroît que la nature de ces exercices reflète que les Israéliens sont persuadés que la prochaine guerre impliquera inévitablement le front intérieur et qu'il ne sera plus jamais à l'écart, comme ce fut le cas dans le passé.

Voici les principales idées :

1-le gouvernement libanais

Nombreuses ont été les accusations adressées à ce gouvernement avant et après sa formation: d'abord le gouvernement de Mikati est made in Lebanon à 100%. Certes, il y a eu des obstacles pour empêcher sa formation mais pour la première fois, ce gouvernement s'est formé en dehors de toute ingérence étrangère, son retard est dû à cause de complications internes et des tentatives d'ingérences étrangères ! Concernant, les accusations qui ont été adressées contre la Syrie, selon lesquelles cette dernière ne souhaite pas qu'un gouvernement soit formé, et bien elles sont issues d'une mentalité rancunière, vide de tout bon sens !

Car, la Syrie a depuis le début encouragé sa formation le plus rapidement possible!

Et encore une fois, le bloc du 14 mars a mal parié : il a misé sur la non-formation du gouvernement, accusant la nouvelle majorité d'être incapable de former un gouvernement, il a parié sur les pressions extérieures contre Mikati pour le pousser à abandonner sa mission..

Ensuite, après la formation du gouvernement, le bloc du 14 Mars a accusé ce gouvernement d'être celui du Hezbollah, et il a répandu cette idée à l'étranger !

Pour ce que comporte ce gouvernement d'hommes patriotiques, dignes, et nobles et bien nous sommes fiers qu'un tel gouvernement soit qualifié de celui du Hezbollah! Mais ce n'est pas un gouvernement du Hezbollah. Car le Hezbollah n'a dans ce gouvernement que deux portefeuilles ministériels dont un ministère d'Etat, les autres ministres sont nos amis, il ne s'agit pas d'un gouvernement d'une seule couleur. Chacun de nous est soucieux à travailler en tant qu'une seule équipe aux différentes colorations. Dans les détails, chaque partie peut soit se rencontrer avec une autre ou au contraire diverger.

Et donc la persistance à dire que ce gouvernement est celui du Hezbollah a plusieurs buts :

D'abord, au niveau local c'est pour inciter au confessionnalisme, et provoquer les sentiments sectaires, d'où l'insistance à rappeler que le Hezbollah est chiite.. mais un tel plan est voué à l'échec..

Au niveau international, il s'agit de provoquer la communauté internationale et pousser certains pays étrangers à prendre des mesures sévères contre le Liban. Or, je dis au bloc du 14 Mars que là encore vous avez mal parié. Vous vous trompez quand vous pensez ainsi nuire au Hezbollah, en fait vous nuisez aux intérêts du Liban et du peuple libanais : nous sommes en période de tourisme, au moins patientez jusqu'à la fin de l'été, mais non à peine une semaine après sa formation vous avez déclenché une campagne contre ce gouvernement et donc contre le Liban, croyant que vous allez nous nuire. Or, nous n'avons pas des avoirs à l'extérieur, ni des sommes dans des banques au Liban, ni même des projets d'investissements..

Et donc nous n'avons rien à perdre quand vous provoquez l'extérieur contre nous, car l'Occident exercera des pressions contre des banques, contre les intérêts des Libanais et pas contre nous.

Dans cet ordre d'idée, accordez au gouvernement de Mikati deux mois pour pouvoir accomplir sa mission, c'est ce que nous avons fait avec le gouvernement de Hariri. Mais non, vous persistez à parier sur l'extérieur, misant sur la chute du régime syrien et moi je vous dis que tous vos paris sont voués à l'échec.

Concernant la déclaration ministérielle, elle est sur la bonne voie, elle ne serait tardée

Et pour conclure ce dossier, je tiens à indiquer que la priorité de ce gouvernement est le travail, d'être au service du peuple libanais..

Aussi, je tiens à féliciter les efforts déployés par le président Nabih Berri à faire réussir la formation du gouvernement

2- les agents de la CIA démasqués

Ce dossier est très délicat, c'est pourquoi vous serez surpris par la manière avec laquelle nous allons en parler, sachant que normalement ce genre de sujets est abordé de façon différente dans le monde !

Mais notre souci permanent de transparence, même sur un sujet aussi délicat s'inscrit dans notre volonté d'informer toujours nos partisans et aussi de couper court à toutes les rumeurs qui sont répandues et qui sont dignes des romans policiers !

L'an dernier, j'ai affirmé à plusieurs reprises que nous sommes immunisés contre toute infiltration au sein du Hezbollah par le Mossad, voire que nous disposons d'une cellule de contre-espionnage très performante..

Or, aujourd'hui, le Hezbollah a réussi à démasquer un cas inhabituel d'infiltration au sein de son corps et dont voici les faits : faute de pouvoir s'infiltrer au sein du Hezbollah, l'ennemi israélien a demandé l'aide et le soutien de la CIA, l'affaire concerne trois cas dont deux ont été recrutés par la CIA et le troisième par un service de renseignement européen !

Pour les deux premiers cas, nous avons découvert qu'ils avaient des liens avec des diplomates américains qui sont en fait des officiers de la CIA.

Je tiens à préciser qu'il s'agit de deux cas indépendants et donc ils ne sont pas des réseaux d'espionnage. Certes je ne mentionnerai pas leurs noms par respect pour leur famille, je me contenterai de révéler leurs initiales afin d'empêcher les rumeurs de se répandre: le premier cas s'appelle A.B, cet homme a été recruté il y a cinq mois, le second est M.H il a avoué son lien avec la CIA qui date depuis un certain temps, et enfin M.E qui travaille pour le compte d'un service de renseignement européen !

A la lumière de ce qui vous a été révélé, vous ne trouverez pas un parti avec une telle transparence, car nous sommes un parti qui respecte les limites religieuses légales, nous nous comportons avec une morale et donc comme vous pouvez le constater il s'agit de trois agents et pas plus, le nombre est trois, ils ne sont ni cinq ni dix ni même cent comme certains médias ont prétendu..

Je tiens à souligner, que parmi ces trois agents, aucun n'est un haut cadre du Hezbollah appartenant au premier rang, aucun n'est un homme religieux, aucun ne fait partie de l'entourage sécuritaire du secrétaire général du Hezbollah et aucun ne fait partie du front militaire !

Pour vous rassurer encore plus, ces cas ne détiennent aucune information qui puisse mettre en danger le Hezbollah ou menacer sa capacité militaire, ils n'ont pas de liens avec l'assassinat du commandant en chef de la Résistance Imad Moughnié, ils n'ont pas de lien avec le TSL : leurs noms n'ont jamais été mentionnés par la commission d'enquête.

Notre évaluation sur cette affaire au niveau sécuritaire se résume dans le constat suivant: l'incapacité de l'ennemi israélien à nous infiltrer au point qu'il s'est vu obligé de recourir à la CIA, car un diplomate américain peut se circuler librement, il pénètre dans les maisons, il déjeune dans les restaurants, et surtout il jouit d'une couverture diplomatique, au Liban les agents de la CIA sont tous au service de l'ennemi israélien et du Mossad. Or, ces hommes qui ont été recrutés par la CIA, ont été démasqués par le Hezbollah dans un laps de temps assez court, sachant que l'un des agents collabore avec la CIA il y a seulement cinq mois !

Et donc force est de constater que nous sommes devant un exploit sécuritaire du Hezbollah ! Aussi cette affaire dévoile que l'ambassade américaine au Liban n'est qu'un nid d'espions et donc il convient de garder cela en mémoire et d'agir en conséquence !

A notre public, je leur demande dans cette affaire de traiter les familles de ces agents avec miséricorde, respect et dignité, car ces familles sont affligées d'une perte morale et donc il faut les traiter avec tolérance et aussi ne pas mentionner sporadiquement leurs noms et ne pas mentionner le nom des moujahidins et surtout de ne pas tomber dans le piège de la guerre psychologique il faut être prudent, il faut savoir que nous sommes entrés dans une nouvelle phase où les Israéliens et la CIA cherchent d'autres informations, où nous sommes désormais une cible directe de la CIA, ce qui requiert de rester alerte et prudent et éviter le piège des relations passagères ! Il faut savoir que la Résistance est la cible de tous les services de renseignement et donc notre responsabilité est de protéger la Résistance et de la renforcer !

Et je vous assure que nous sommes sortis victorieux de cette affaire, nous avons panser nos blessures, nous avons renforcer notre infrastructure militaire et sécuritaire.

3- Les manœuvres israéliennes : Tournant cinq

Depuis la défaite cuisante de la guerre de 2006, l'ennemi israélien multiplie ses manœuvres militaires : ce qui est en soi un tournant dans sa stratégie et sa doctrine.

Et cette semaine il a effectué des manœuvres baptisées Tournant 5 qui ont inclut toute l'entité sioniste, la population, les écoles, les réseaux d'eau et d'électricité, les ports, les gares, les infrastructures, les institutions publiques etc ! Ces manœuvres étaient de loin les plus globales et elles portent des indices :

-Toutes ces manœuvres sont le résultat de l'échec cuisant de l'entité sioniste durant la guerre de 2006 car avant cette date nous n'avons jamais assisté à de telles manœuvres spécialement sur le front intérieur.

-Ces manœuvres sont un aveu que le front intérieur fait désormais partie de toute guerre future, que ce soit contre le Liban ou Gaza ou la Syrie, le front intérieur sera au sein du conflit, cela est un tournant stratégique et pousse l'ennemi israélien à pensé mille fois avant de déclencher une guerre, contrairement à la période avant 2006 où il pouvait se permettre de provoquer une guerre quand bon lui semblait !

-Tournant 5 est un aveu israélien que la profondeur de l'entité sioniste est menacé et ne peut être protéger au point que l'ennemi israélien s'est vu obliger à créer un ministère du front intérieur, une première dans le monde, un ministre chargé uniquement pour mettre sur place des plans et scénarios face à une attaque du front intérieur

-Tournant 5 est un aveu que l'ennemi israélien ne peut plus conclure une bataille, le facteur temps n'est plus sous son contrôle

-Ces manœuvres ont défini à l'ennemi israélien qui sont ses véritables ennemis, à savoir l'Iran, la Syrie, la Résistance au Liban et la Résistance à Gaza !

Et donc l'ennemi israélien d'un milliard de musulmans, des Arabe et des chrétiens, cet ennemi estime qu'il y a quatre dangers à son existence

-Enfin, si ces manœuvres montrent que l'objectif c'est de défendre les Israéliens, il faut savoir que l'entité sioniste planifie toujours des guerres dans la région et les déclenche pour modifier une équation régionale, c'est sa nature agressive, elle déclenchera une guerre pour ses besoins d'hégémonie dans la région et donc quand elle effectue de telles manœuvres il faut rester en alerte..

4 -la région arabe

A partir de là, j'aborde notre monde arabe certes nos populations arabes sont sympathisantes avec la Résistance, mais l'ennemi israélien a ses alliés et ses collaborateurs dans la région !

Contre la Résistance à Gaza, contre la Résistance au Liban, où il s'est employé à détruire son image, sa crédibilité voire ses capacités militaires d'où ces rumeurs et allégations qui sont lancées contre elle !

Et contre l'Iran, le danger numéro pour l'ennemi israélien, où dans le monde arabe on l'attaque et l'accuse de de tous les maux !

Quand à la Syrie, elle est certes le seul régime dans le monde arabe résistant et qui s'oppose au projet américano-israélien ! Certes, on peut avoir divergentes opinions sur ce régime, mais il a réussi à faire échouer l'un des projets les plus dangereux !

Le président Assad s'est dit prêt à entamer des réformes, et il a commencé en ce sens : il a appliqué les lois d'amnistie même envers ceux qui ont porté les armes, il a promulgué de nouvelles lois, alors qu'à Bahreïn, le régime torture, juge et emprisonne des manifestants qui ne sont pas armés, qui n'ont pas agressé les forces de sécurité..

Mais, en Syrie, quoique fasse le président Assad ne sera suffisant, donc et suite au discours de Assad et les manifestations en sa faveur, nous estimons que celui qui agresse ce régime est entrain d'offrir un service gratuit à l'ennemi israélien et donc j'invite le peuple syrien honnête, digne fier et patriotique de bien lire ce qui se passe dans la région ce qui se trame contre lui !

25 juin

<http://www.almanar.com.lb/...>

2 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes

Lorsqu'ils ont bombardé la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, El Salvador et le Nicaragua, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Chine, le Guatemala, l'Indonésie, Cuba et le Congo, je n'ai rien dit, je n'étais pas au courant.

Lorsqu'ils ont bombardé le Liban et la Grenade, je n'ai rien dit, je n'y comprenais rien.

Lorsqu'ils ont bombardé le Panama, je n'ai rien dit, je n'étais pas un trafiquant de drogue.

Lorsqu'ils ont bombardé l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et le Yémen, je n'ai rien dit, je n'étais pas un terroriste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Yougoslavie et la Libye pour des raisons « humanitaires » je n'ai rien dit, cela avait l'air d'être une bonne raison.

Quand ils sont venus me bombarder, il n'y avait plus personne pour me défendre. Aucune importance, puisque j'étais mort.

(1)

Les Cibles

C'est devenu un cliché que d'accuser les Etats-Unis de choisir comme cibles les gens de couleur, ceux du tiers-monde ou les musulmans. Mais il ne faut pas oublier qu'une des plus longues campagnes de bombardement américaines féroces des temps modernes – pendant 78 jours consécutifs – fut menée contre les habitants de l'ex-Yougoslavie : blancs, européens et chrétiens.

Les Etats-Unis sont pour l'égalité des chances, lorsqu'il s'agit de bombarder. Les seules conditions requises pour devenir une cible sont :

a) constituer un obstacle - n'importe lequel – à la volonté de l'Empire Américain ;

b) être virtuellement sans défense contre les bombardements aériens.

Les Survivants

« Nous ne voyons jamais le feu et la fumée, nous ne sentons jamais l'odeur du sang, nous ne croisons jamais les regards terrorisés des enfants dont les cauchemars seront désormais hantés par des missiles hurlants tirés par les terroristes invisibles, connus sous le nom d'Américains » (2)

La NASA a annoncé une nouvelle mission spectaculaire, le lancement d'une fusée qui voyagera pendant 4 ans pour se poser sur un astéroïde où elle prélèvera un peu de poussière de la surface et ramènera sa précieuse cargaison sur la Terre, où des scientifiques l'examineront pour trouver des indices sur les origines de la vie.

Une véritable histoire de science-fiction. Cela dit, à titre personnel je considérerais comme une prouesse bien plus grande pour l'humanité la possibilité de mettre fin à tous les bombardement américains et à toutes leurs guerres, et inculquer un peu d'humilité à la Sainte Trinité – les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN – qui ne reconnaissent aucun pouvoir supérieur et qui croient qu'ils ont littéralement le droit de faire partout dans le monde ce qu'ils veulent, à qui ils veulent, aussi longtemps qu'ils le veulent, et de qualifier leur action d'un nom choisi au hasard, « humanitaire » par exemple.

La chute de l'Empire Américain offrirait un nouveau départ pour le peuple américain et le monde qui souffrent depuis si longtemps.

Notes :

(1) [Full list of US bombings since World War 2](#)

(2) Martin Kelly, publisher of a nonviolence website

Traduction "fermez les yeux et répétez après moi : le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse... le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse..." par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

[William Blum](#)

5 juin 2011

Source : [Le Grand Soir](#)

2-2 Chronologie du Liban (1943-2011)

1943 : sous mandat français depuis 1920, l'ancienne province de l'empire ottoman proclame son indépendance. Le "Pacte national" institue un système politique confessionnel répartissant les pouvoirs en tre les Maronites, les sunnites, les chiïtes, les druzes, et les grecs catholiques et orthodoxes.

1952-58 : présidence de Camille Chamoun qui pratique une politique pro-occidentale.

1958 : une insurrection de nationalistes arabes favorables à Nasser est matée par une intervention américaine.

1970-71: chassés de Jordanie, les combattants palestiniens de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) installent leurs bases au Sud-Liban.

1972-73: des opérations militaires et des représailles entre Israéliens et Palestiniens sur le territoire libanais enveniment les relations entre les Palestiniens et l'Etat libanais.

La guerre civile : 1975-1989

13 avril 1975 : 27 passagers d'un autobus, pour la plupart palestiniens, sont tués par des miliciens phalangistes (chrétiens maronites). Des accrochages et des représailles s'ensuivent entre Palestiniens et Phalangistes. Cet évènement marque le début de la guerre du Liban qui durera 15 ans.

Avril 75-janvier 1976 : les combats opposent les milices chrétiennes conservatrices aux palestino-progressistes (Palestiniens et gauche libanaise). La Syrie soutient ces derniers, tout en proclamant sa neutralité.

Juin 1976 : renversement d'alliance de la Syrie qui envoie des troupes au Liban à la demande du camp chrétien. Déroute des Palestino-progressistes.

Novembre 1976 : fin officielle de la guerre. Le bilan est de 30 000 tués et 600 000 réfugiés. Mise en place de la Force arabe

de dissuasion (FAD), à majorité syrienne. L'armée libanaise a éclaté en factions rivales. Le territoire est sous l'autorité d'une multitude de milices et de clans.

Mars 1977 : assassinat de Kamal Joublatt, chef du parti socialiste progressiste (PSP, druze). Les représailles font plusieurs dizaines de victimes chrétiennes.

Mars 1978 : à la suite d'un attentat palestinien à Tel Aviv, les troupes israéliennes envahissent le Sud-Liban ("opération Litani") pour créer une "zone de sécurité". L'ONU envoie une force d'interposition, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). L'armée israélienne se retire en juin, laissant le contrôle du Sud Liban à la milice chrétienne du commandant Saad Haddad.

Juillet 1978 : affrontements entre troupes syriennes et milices chrétiennes.

Avril 1979 : le commandant Haddad proclame l'indépendance des zones chrétiennes du Sud-Liban et donne à sa milice le nom d'Armée du Liban Sud (ALS).

Juin 1981 : affrontements entre Israéliens et Palestiniens au Sud-Liban. Les forces israéliennes bombardent Beyrouth.

Juin 1982 : les Israéliens envahissent à nouveau le Liban et assiègent Beyrouth (opération "Paix en galilée").

Août 1982 : 11.000 combattants de l'OLP sont évacués de Beyrouth sous la supervision de la Force multinationale.

14 septembre 1982 : élu moins d'un mois auparavant, le président Béchir Gemayel est assassiné à Beyrouth. Son frère Amine lui succède le 21. Les Israéliens entrent à Beyrouth-Ouest.

17-18 septembre 1982 : le massacre de civils par les milices chrétiennes dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, avec la complicité passive de l'armée israélienne, fait 800 morts, selon une commission d'enquête israélienne.

Avril 1983 : un attentat-suicide chiite fait 63 morts à l'ambassade des Etat-Unis à Beyrouth.

Mai 1983 : signature d'un accord de paix entre Israël et le Liban. Création d'une zone tampon sous l'autorité de l'Armée du Liban Sud.

Septembre 1983 : la "guerre de la Montagne" oppose chrétiens et druzes. Ceux-ci prennent le contrôle de la région du Chouf.

Octobre 1983 : double attentat-suicide du Djihad islamique contre les contingents français (58 morts) et américain (241 morts) de la force multinationale.

Novembre 1983 : un attentat-suicide contre le quartier général israélien à Tyr fait 62 victimes.

Novembre-décembre 1983 : affrontements entre l'OLP et les Syriens à Tripoli, appuyés par des dissidents palestiniens. Yasser Arafat et 4 000 de ses partisans sont évacués sous protection française.

Février 1984 : la milice chiite Amal prend le contrôle de Beyrouth-Ouest. Les Druzes de Walid Joublatt s'emparent des positions des Forces Libanaises (milice chrétienne) dans la montagne au sud de Beyrouth. Les contingents militaires américains, britanniques et italiens de la Force multinationale quittent le Liban.

Mars 1984 : premier d'une longue série d'enlèvements d'otages occidentaux. La France annonce le retrait de son contingent de la FINUL. Le Conseil des ministres décide l'abrogation du traité de paix de mai 1983.

Mai 1984 : formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Rachid Karamé.

Mars 1985 : un attentat à la voiture piégée dans un quartier chiite de Beyrouth fait 75 morts.

Mai-juin 1985 : première "guerre des camps". des affrontements entre la milice chiite Amal, soutenue par une partie de l'armée libanaise, et les Palestiniens de Sabra et Chatila font 700 morts dans les camps de réfugiés.

Juin 1985 : fin du retrait de l'armée israélienne du Liban, à l'exception d'une zone-tampon au sud, laissée sous le contrôle de l'Armée du Liban Sud d'Antoine Lahad.

Octobre 1985 : accord pour un arrêt des combats entre les trois principales milices : Amal (chiite), PSP (druze) et Forces libanaises (chrétienne). Le président Gemayel fait échouer cet accord.

Janvier 1986 : affrontements entre milices chrétiennes à Beyrouth.

Mai 1986-avril 1987 : nouvelle "guerre des camps" entre Amal et Palestiniens.

Février 1987 : violents affrontements entre milices druzes et chiites à Beyrouth-Ouest. Déploiement de 8 000 soldats syriens.

Juin 1987 : le Premier ministre Rachid Karamé est tué dans un attentat. Il est remplacé par Salim Hoss.

Mai 1988 : les combats dans la banlieue sud de Beyrouth entre milices chiites Amal et Hezbollah (créée en 1982 au Sud Liban, à la suite de l'invasion israélienne) font 600 morts en 2 semaines. L'armée syrienne s'interpose.

Août 1988 : l'élection présidentielle est reportée, le quorum n'étant pas atteint. Le président Gemayel n'est pas remplacé à la fin de son mandat en septembre. Il désigne le commandant des forces armées, le général Aoun, pour former un gouvernement provisoire. Les musulmans ne le reconnaissent pas, et forment un gouvernement parallèle à Beyrouth Ouest, dirigé par Salim Hoss.

Mars 1989 : Michel Aoun lance une "guerre de libération" contre les 33 000 soldats syriens présents au Liban.

Octobre 1989 : signature des Accords de Taef qui établissent un nouvel équilibre entre les communautés, prévoient la dissolution des milices, le renforcement des pouvoirs du Premier ministre et la formation d'un gouvernement d'union nationale. La Syrie maintient plus de 40 000 soldats au Liban.

Novembre 1989 : René Moawad est élu président par les signataires des accords de Taef le 5, et assassiné le 22. Salim Hoss devient Premier ministre et le général Emile Lahoud succède à Michel Aoun en tant que chef des forces armées.

Janvier-mars 1990 : la guerre pour le contrôle du "Pays chrétien" entre partisans du général Aoun et Forces Libanaises de Samir Geagea fait plusieurs milliers de morts. Aoun se réfugie à l'ambassade de France. Il partira en exil en France en 1991.

La guerre civile libanaise a fait plus de 140 000 morts en 15 ans.

L'après-guerre

Mai 1991 : signature d'un Traité d'amitié avec la Syrie, qui consacre le rôle prépondérant de Damas.

Octobre 1992 : le milliardaire Rafic Hariri est nommé Premier ministre. Elections législatives partiellement boycottées par les chrétiens (taux de participation de 20%).

Avril 1996 : à la suite de tirs de roquette du Hezbollah contre le nord d'Israël, le Premier ministre israélien, Shimon Pérès, lance en représailles l'opération "Raisins de la colère". 102 civils réfugiés dans un camp de l'ONU au Sud-Liban sont tués par des bombes israéliennes. Création d'un Comité de surveillance tripartite (libanais, syrien et israélien), sous la présidence alternée des Etats-Unis et de la France: Israël et le Hezbollah s'engagent à s'abstenir de viser des cibles civiles de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise et de tirer à partir de zones habitées.

Octobre 1998 : le parlement élit le commandant en chef de l'armée, Emile Lahoud, au poste de président de la République. Un mois plus tard, celui-ci évince Rafic Hariri du poste de Premier ministre et nomme Salim Hoss à sa place.

2000

Février : Intensification des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne.

5 mars : le gouvernement israélien approuve la proposition du Premier ministre, Ehud Barak, de retrait unilatéral des troupes israéliennes du Sud-Liban, avant juillet 2000.

Mai : les désertions qui se multiplient dans les rangs de l'ALS entraînent le retrait précipité de l'armée israélienne.

27 août-3 septembre : le résultat des élections législatives constitue un camouflet pour le Premier ministre Salim Hoss. Ce scrutin marque le retour de son prédécesseur, Rafic Hariri.

Octobre : le Hezbollah capture trois militaires israéliens dans le secteur disputé de Chebaa, aux confins du Liban, de la Syrie et d'Israël.

2001

Juin : retrait partiel des troupes syriennes de Beyrouth et de ses environs. En vertu de l'accord de Taëf (1989) qui a mis fin à la guerre civile, l'armée syrienne aurait dû se retirer de Beyrouth vers la plaine de la Békaa en 1992.

Août : vague d'arrestation de militants chrétiens anti-syriens, accusés de complot contre la sécurité du Liban.

Novembre : les Etats-Unis rendent publique une liste de groupes terroristes incluant le Hezbollah et demandent à Beyrouth de geler ses avoirs. Le gouvernement libanais, qui considère le Hezbollah comme une organisation de résistance, rejette cette demande.

2002

24 janvier : l'ex-chef de guerre chrétien Elie Hobeika est tué dans un attentat à la voiture piégée près de Beyrouth. Il était considéré comme l'un des responsables des massacres de Sabra et Chatila.

2004

11 mai : les Etats-Unis imposent des sanctions économiques contre Damas et réclament le retrait du corps expéditionnaire syrien.

28 août : le gouvernement libanais annonce un projet d'amendement de la Constitution pour prolonger le mandat du président Lahoud. Deux jours plus tôt, le président syrien avait convoqué le Premier ministre Rafic Hariri, pour lui signifier la volonté de Damas.

2 septembre : à l'initiative de Paris et de Washington, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1559 appelant au respect de la souveraineté du Liban et au retrait de toutes les troupes étrangères de son sol, visant implicitement la Syrie.

6 septembre : opposés à l'amendement de la constitution, quatre ministres démissionnent du gouvernement.

21 septembre : le député druze Walid Joumblatt lance une pétition remettant en cause la prolongation du mandat du président Lahoud.

20-29 septembre : redéploiement de 3 000 soldats syriens qui retournent en Syrie.

20 octobre : démission de Rafic Hariri. Le député pro-syrien Omar Karamé forme un nouveau gouvernement.

13 décembre : pour la première fois depuis 1975, tous les partis de l'opposition lancent un programme commun dénonçant la tutelle syrienne.

2005

Février

14 : Rafic Hariri est tué à Beyrouth, dans un attentat à l'explosif qui fait 18 morts. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'ONU demande à Kofi Annan un rapport sur les circonstances de la mort de l'ancien Premier ministre et réclame le retrait des troupes syriennes du Liban.

16 : début de manifestations quotidiennes de l'opposition contre la présence syrienne.

23 : plus de deux cents personnalités syriennes appellent, dans une lettre ouverte, le président Bachar al-Assad à retirer l'armée syrienne du Liban.

28 : le gouvernement d'Omar Karamé démissionne.

Mars

8 : à l'appel des partis chiïtes Hezbollah et Amal, près de 400 000 personnes manifestent à Beyrouth en faveur de la Syrie et contre l'ingérence de Washington et Paris.

14 : près d'un million de personnes manifestent à Beyrouth, dans un rassemblement sans précédent, pour réclamer la vérité sur l'assassinat de Rafic Hariri et le départ du chef de l'Etat Emile Lahoud.

Avril

3 : la Syrie et l'ONU parviennent à un accord sur le retrait de toutes les troupes syriennes déployées au Liban avant le 30 avril.

7 : le Conseil de sécurité des Nations unies décide de créer une Commission internationale indépendante pour enquêter sur

l'assassinat de Rafic Hariri.

26 : le départ des derniers soldats syriens marque la fin officielle de la présence de Damas au Liban.

4 mai : la justice annule les poursuites concernant trois chefs d'accusation contre le général Michel Aoun, ancien Premier ministre chrétien, exilé en France pendant quinze ans. Il rentre au Liban le 7 mai.

27 mai : le général Aoun annonce sa candidature aux élections législatives. Il choisit de s'allier avec des hommes liges de Damas.

29 mai - 19 juin : élections législatives. la coalition antisyrilienne menée par Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre, remporte 72 des 128 sièges.

2 juin : le journaliste et opposant anti-syrien Samir Kassir est assassiné dans un attentat à la voiture piégée.

21 juin : l'ancien chef du Parti communiste, Georges Hawi, proche de l'opposition antisyrilienne, est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth.

19 Juillet : Fouad Siniora, un ancien allié de Rafic Hariri, forme un nouveau cabinet incluant le Hezbollah.

1er septembre : le procureur général engage des poursuites judiciaires contre le chef de la garde présidentielle libanaise et trois anciens officiers liés, selon l'enquête, à l'assassinat de Rafic Hariri.

20 octobre : publication d'un rapport de la commission d'enquête de l'ONU, dirigée par le juge allemand Detlev Mehlis, qui met en cause la Syrie.

12 décembre : le journaliste et député chrétien Gebrane Tuéni est tué dans l'explosion d'une voiture piégée.

2006

12 Juillet: Israël lance une vaste offensive aérienne et maritime sur le Liban, après l'enlèvement à sa frontière de deux soldats et la mort de huit autres. L'opération a été revendiquée par le Hezbollah. Israël bombarde Beyrouth et le Liban-Sud, causant de graves dommages aux infrastructures. Le Hezbollah riposte par des tirs de roquette sur le nord d'Israël. Israël impose un blocus aérien et maritime au Liban.

12 août : le Conseil de sécurité adopte la résolution 1701 appelant à la cessation des hostilités au Liban. La résolution prévoit de donner des moyens et des effectifs supplémentaires à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), pour épauler la force armée libanaise de 15 000 hommes que le gouvernement s'est engagé à déployer au Liban-Sud.

14 août: entrée en vigueur de la cessation d'hostilités entre Israël et le Hezbollah. En un mois, la guerre a fait près de 1200 morts et 900 000 déplacés au Liban; 150 morts et 400 000 déplacés en Israël.

17 août: début du déploiement de l'armée libanaise au Liban Sud.

25 août: Les Européens s'engagent à fournir plus de 7 000 hommes à la Finul. La France annonce le déploiement de 2 000 soldats.

11 novembre : les ministres du Hezbollah et du mouvement Amal quittent le gouvernement après l'échec de la formation d'un gouvernement d'union nationale au sein duquel ils auraient disposé d'une minorité de blocage.

21 novembre : Pierre Gemayel, ministre de l'Industrie, est assassiné par balles à Beyrouth.

Décembre : les chiïtes et les partisans du général chrétien Michel Aoun entament un sit-in près des bureaux du chef du gouvernement Fouad Siniora, dont ils réclament la démission.

2007

Janvier : l'opposition déclenche une grève générale qui dégénère en affrontements entre chiïtes et sunnites dans les quartiers musulmans de la capitale.

25 janvier : une quarantaine de pays et d'organisations internationales réunis en conférence à Paris, promettent 7,6 milliards de dollars de soutien à l'économie libanaise.

17 mai : les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne déposent au Conseil de sécurité un projet de résolution pour la création d'un tribunal international pour juger les assassins de Rafic Hariri.

Fin mai : de violents combats éclatent entre l'armée libanaise et le Fatah al-Islam, une milice islamiste retranchée dans un camp de réfugiés palestiniens à Tripoli, dans le Nord du pays. L'armée ne reprend le contrôle du camp, en ruines, qu'en septembre. La bataille a fait près de 400 morts. Une partie des miliciens serait parvenue à s'échapper.

30 mai : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1757, qui impose la création d'un tribunal international pour juger les responsables de l'assassinat de Rafic Hariri, et des attentats qui ont ensanglanté le Liban depuis octobre 2004.

18 septembre : un attentat à la voiture piégée coûte la vie à huit personnes, dont le député chrétien anti-syrien Antoine Ghanem.

25 septembre: la séance du Parlement convoquée pour élire le président de la république est ajournée. Majorité et opposition ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'amendement de la loi électorale pour les prochaines législatives.

12 décembre : le général François El-Hadj est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth. Il était pressenti pour remplacer le chef des armées Michel Sleïmane, candidat à l'élection présidentielle.

2008

12 février : assassinat, à Damas (Syrie) d'Imad Moughnieh, chef de la sécurité du Hezbollah, recherché par Interpol pour des attentats et des enlèvements depuis 20 ans.

Début mai : des affrontements meurtriers éclatent entre la majorité et l'opposition, à la suite du limogeage du chef des services de sécurité de l'aéroport, un officier chiïte prosyrien et de la mise hors la loi du réseau de télécommunications du Hezbollah. Les chiïtes lancent une campagne de désobéissance civile. A Beyrouth, le mouvement dégénère en bataille de rue et le Hezbollah prend le contrôle des quartiers ouest de la ville; les combats, qui font plus de 60 victimes, s'étendent à Tripoli

et dans le Chouf. Le 14 mai, le gouvernement annule les deux décisions prises à l'encontre du Hezbollah. Grâce à une médiation de la Ligue arabe et du Qatar, un accord est conclu à Doha prévoyant l'élection immédiate du président de la République, la formation d'un gouvernement d'union nationale et la levée du sit-in installé par l'opposition depuis fin 2006 dans le centre de Beyrouth.

25 mai : Michel Sleimane, commandant en chef de l'armée, est élu Président du Liban après 18 mois de crise politique.

11 juillet : le Premier ministre Fouad Siniora forme un cabinet d'union nationale. Seize portefeuilles sont attribués à la majorité anti-syrienne, onze à l'opposition menée par le parti chiite Hezbollah, trois autres membres du cabinet étant nommés par le chef de l'Etat, Michel Sleimane, et le président du Parlement, Nabib Berri.

16 juillet : échanges de prisonniers et de dépouilles mortelles entre Israël et le Hezbollah.

Juillet-août : nouveaux affrontements meurtriers intercommunautaires à Tripoli.

16 septembre : ouverture d'un dialogue national entre les dirigeants des quatorze partis politiques ayant signé l'accord interlibanais de Doha en mai 2008. Les discussions portent entre autre sur les relations entre l'armée et les miliciens du Hezbollah.

15 octobre : Le Liban établit des relations diplomatiques officielles avec la Syrie conformément à l'annonce faite par les deux pays en juillet.

2009

1er mars : ouverture à La Haye du Tribunal spécial pour le Liban chargé de juger les auteurs présumés d'attaques terroristes perpétrées depuis 2004.

29 avril : le Tribunal spécial pour le Liban ordonne la remise en liberté de quatre officiers supérieurs, détenus depuis août 2005 dans le cadre de l'enquête sur l'attentat perpétré contre l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

7 juin : la majorité remporte les élections législatives. Saad Hariri est chargé de former un gouvernement.

2 août : Walid Joumblatt annonce qu'il quitte la coalition du 14 mars.

24 septembre : Saad Hariri, qui a renoncé à former un gouvernement le 10 septembre faute d'accord avec l'opposition, est à nouveau chargé par le président Sleimane de tenter d'en constituer un.

3 novembre : la marine israélienne arraisonne en Méditerranée un navire transportant des armes, en provenance d'Iran, selon les médias israéliens, et apparemment destinée au Hezbollah libanais.

9 novembre : après cinq mois d'impasse, Saad Hariri annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale.

19-20 novembre : visite historique de Saad Hariri à Damas. Le premier ministre libanais rencontre Bachar el-Assad, qu'il accusait d'avoir fait tuer son père.

2010

Février : Israël multiplie les mises en garde visant le Hezbollah, le Liban et la Syrie.

Avril : la découverte d'un gisement d'hydrocarbures offshore attise la tension entre le Liban et Israël.

Mai : Le gouvernement israélien accuse la Syrie de livrer des missiles Scud au Hezbollah libanais.

4 juillet : décès de l'ayatollah Mohammad Hussein Fadlallah, longtemps considéré comme le mentor du Hezbollah.

Juillet : tension à la hausse après l'annonce par le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah que des membres de son parti allaient être mis en cause par le tribunal de l'ONU dans l'assassinat du dirigeant Rafic Hariri.

Août : quatre Libanais - trois soldats et un journaliste - et un lieutenant-colonel israélien sont tués lors d'échanges de tirs à la frontière israélienne.

Octobre : le président iranien Mahmoud Ahmadinejad effectue une visite controversée au Liban. Il est chaleureusement accueilli au Sud-Liban.

La tension, liée à l'enquête menée par le tribunal de l'ONU sur l'assassinat de Rafic Hariri, est exacerbée par d'éventuelles mises en cause des membres du Hezbollah et par l'émission de mandats d'arrêt en Syrie contre des proches du Premier ministre libanais.

2011

Janvier : la coalition gouvernementale s'effondre après la démission des ministres du Hezbollah et des ses alliés, enfonçant le pays dans la crise liée à l'enquête d'un tribunal de l'ONU sur l'assassinat du dirigeant Rafic Hariri.

Le 25, le Parlement, après le changement d'alliances de plusieurs partis, apporte son soutien à Najib Mikati, candidat du Hezbollah, au poste de Premier ministre.

Juin : le 13, Najib Mikati forme un gouvernement après 5 mois de tractations. 19 portefeuilles vont au Hezbollah et ses alliés, dont le chrétien Michel Aoun, et le chef du mouvement Amal, Nabih Berri. Les onze autres portefeuilles reviennent à des personnalités proches du président de la République, Michel Sleimane, du Premier ministre lui-même, et du leader druze Walid Joumblatt.

Catherine Gouëset,

le 30/06/2011

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/chronologie-du-liban-1943-2011_492580.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

